

Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Je suis particulièrement heureux de vous retrouver aujourd'hui autour d'un enjeu que je crois essentiel. Et je veux vous remercier tous, chaleureusement, d'avoir consacré un peu de votre temps, de votre énergie et de votre talent à ces séances de réflexion qui, je le sais, ont été à la fois lucides et fécondes.

L'acidification des océans constitue pour nous, à Monaco, un sujet de préoccupation majeur et un engagement constant. C'est ici qu'a été adoptée il y a bientôt cinq ans la déclaration qui, parmi les premières, a alerté les opinions et les dirigeants du monde sur ce phénomène. C'est ici également que, dans le cadre de son laboratoire d'environnement marin, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique a installé son Centre de coordination internationale sur l'acidification des océans. Et nous sommes fiers, avec ma Fondation et un certain nombre d'entre vous, d'avoir créé il y a quelques mois l'association monégasque sur l'acidification des océans, qui a pour objet de communiquer, promouvoir et faciliter l'information sur le phénomène ainsi que la mobilisation de moyens permettant de mieux l'étudier.

Par mes interventions directes, comme par celles de mon Gouvernement et par l'action de ma Fondation, nous nous mobilisons chaque fois que nous le pouvons sur ce sujet, que ce soit par des actions locales, dans des négociations multilatérales ou en participant à la plupart des rencontres qui lui sont consacrées.

Car aujourd'hui les faits sont là. D'ores et déjà, les premiers dégâts causés par l'acidification apparaissent et ajoutent un péril à ceux qui menacent déjà les mers. Nous nous trouvons à un point central, un moment rare où les phénomènes sont connus et où l'action demeure encore possible. Nous avons longtemps ignoré l'acidification des océans et elle sera peut-être bientôt irrémédiable : c'est aujourd'hui que nous pouvons, que nous *devons* agir !

Agir contre l'acidification n'est évidemment pas chose facile. Je me contenterai donc d'indiquer quatre pistes que je crois prioritaires.

Le première est bien entendu la priorité donnée à la recherche. Face à un phénomène à

la temporalité lente et indirecte, il est essentiel de disposer de connaissances solides, qui seules peuvent fonder l'action. Or, malgré les progrès accomplis au cours des dernières années, nous nous avons affaire à une réalité complexe et peu connue. Notre premier devoir doit donc être de renforcer nos connaissances et, pour cela, de soutenir la recherche.

Et il est également essentiel d'explorer toutes les solutions possibles, aussi complexes et lointaines soient-elles aujourd'hui, qui pourraient demain nous permettre de limiter l'acidification en capturant ou en retirant une partie du CO₂ atmosphérique. Un certain nombre d'entre elles, je le sais, ont été évoquées au cours de vos travaux. Je pense qu'il s'agit de pistes qui doivent être approfondies. S'il existe une chance de mettre en place des solutions techniques permettant de diminuer ainsi le CO₂ présent dans l'atmosphère, ce serait une faute que de ne pas y croire.

La seconde manière d'agir est la lutte contre la cause principale de l'acidification : les rejets anthropiques de gaz à effet de serre. Il s'agit d'un enjeu global et complexe, comme le prouvent les difficiles négociations que nous menons depuis des années dans le cadre des Nations Unies. La récente conférence de Varsovie a une fois encore fait apparaître l'absence de consensus sur l'adoption d'engagements forts. Mais il ne s'agit pas pour autant d'une totale utopie. Malgré les difficultés, je continue à m'engager en ce sens, car je sais qu'il n'y a pas d'autre issue à la crise environnementale qu'une action concertée à l'échelle planétaire sur l'une de ses causes principales.

Je continue d'autant plus à me mobiliser sur ce sujet qu'en réduisant les gaz à effet de serre, nous limiterons le réchauffement climatique, dont l'un des effets est de dissoudre des hydrates de méthane qui contribuent aussi à l'acidification des océans...

La troisième piste à suivre est celle de la lutte contre les pollutions des eaux côtières, responsables elles aussi d'une part substantielle de l'acidification des mers. En Méditerranée notamment, il s'agit d'un problème de grande ampleur, pour lequel nous avons besoin de toutes les énergies. Des solutions sont actuellement développées, à travers une gestion régionale à laquelle je crois. Des moyens existent également. Comme souvent hélas, seule la volonté fait défaut.

J'en viens ainsi au quatrième axe que je voulais évoquer : celui de la sensibilisation des opinions publiques et des dirigeants à un phénomène trop souvent méconnu. Si nos contemporains ont appris, au cours des dernières années et des dernières décennies, à

s'alerter du réchauffement climatique et des pertes de biodiversité, la question des océans est encore de façon générale demeurée lointaine, complexe ou abstraite, alors même que nous savons le pouvoir évocateur des mers sur l'esprit humain.

Il s'agit pourtant d'un sujet immédiat et concret, car l'acidification, en plus de fragiliser des écosystèmes, menace aujourd'hui directement des secteurs économiques essentiels. C'est pourquoi ce phénomène doit être connu de tous.

Il doit être connu des millions d'hommes et de femmes qui travaillent dans les métiers de la pêche, de l'aquaculture et de la conchyliculture, et dont l'activité serait gravement altérée par une trop forte acidification des eaux.

Il doit être connu des 80% de nos contemporains qui vivent près des océans, et qui savent ce qu'ils doivent à ces vastes étendues salées.

Et il doit être plus encore connu de tous ceux que les problèmes de nutrition préoccupent. Car c'est la capacité des océans à nous nourrir qui sera demain menacée, si nous ne faisons rien.

A ces quatre pistes d'action prioritaires, je voudrais enfin en ajouter une cinquième : c'est celle de l'adaptation.

Je crois en effet impératif de songer d'ores et déjà aux actions d'adaptation qui tôt ou tard seront indispensables. Lorsque nous constatons les effets actuels de l'acidification sur certaines filières, comme celle de l'ostréiculture qui dans certaines régions est dès à présent lourdement affectée, lorsque les prévisions scientifiques tablent sur une réduction moyenne du pH des la surface des océans comprise entre 0,14 et 0,35 unités à l'horizon 2100, et lorsque nous constatons les difficultés à avancer dans toutes les négociations internationales, il est clair je pense que nous aurons du mal à inverser franchement la tendance d'ici à la fin du siècle. Tout au plus pourrions-nous l'infléchir, ce qui serait déjà heureux.

C'est pourquoi l'honnêteté et la responsabilité doivent nous pousser à travailler au plus vite sur des mécanismes d'adaptation, sans renoncer bien sûr à rechercher, en parallèle, des solutions globales efficaces.

Comprendre, agir et anticiper, tels sont les devoirs de notre siècle. Des devoirs difficiles, pour lesquels toutes les énergies seront nécessaires, et les vôtres en particulier.

Comme l'a dit Sénèque il y a vingt siècles, sur les bords de cette mer latine, "ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles."

Je vous remercie.